

"Trop de scientifiques travaillent sur l'expérience Benelux" dans Corriere della Sera (4 janvier 1950)

Légende: Le 4 janvier 1950, le quotidien italien Corriere della Sera évoque les problèmes pratiques posés par la mise en oeuvre de l'union douanière entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas.

Source: Corriere della Sera. 04.01.1950, n° 3; anno 75. Milano: Corriere della Sera. "Troppi scienziati alle prese con l'esperimento Benelux", auteur: Baldacci, Gaetano, p. 3.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/trop_de_scientifiques_travaillent_sur_l_experiment_benelux_dans_corriere_della_sera_4_janvier_1950-fr-93284507-7cef-4aec-af84-912c732f623e.html



Date de dernière mise à jour: 04/08/2016

L'expérience du Benelux attire trop de scientifiques

L'union économique entre la Belgique, les Pays-Bas et le Grand-duché du Luxembourg qui avait dû se conclure le premier janvier a été ajournée de six mois

De notre envoyé spécial à

Rotterdam, le 3 janvier, la nuit.

Le Benelux est un carnet sur lequel certains membres des gouvernements européens prennent en ce moment des notes. C'est le cobaye de l'Europe unifiée, le laboratoire de physiologie dans lequel se font des expériences sur les possibilités d'élargir l'organisation, qui devrait, pauvres de nous, s'appeler Fritalux ou Finbenel. Ces horribles mots-valises, qui n'évoquent rien d'autre en dehors du répertoire de la pharmacie galénique, c'est-à-dire primitive, et qui n'obéissent à aucune intuition, donc qui sont gratuits, mais qui, d'autre part, sont des mots obligés car ils mentionnent toutes les composantes, tous les ingrédients du médicament, confirment bien que nous ne nous trouvons nullement devant une synthèse, mais face à un assemblage grossier. Rien ne dit pourtant qu'un jour, tous ces pays étant mis en contact les uns avec autres, la Belgique n'ait une influence sur les Pays-Bas et vice versa, ou que ces deux pays n'aient une influence sur l'Italie et sur la France, ce jour-là, nous aurons une sorte de «pénicilline économique» qui guérira l'Europe de tous ses maux. C'est ce que l'on peut espérer de mieux.

Vin et bière

En attendant que vienne ce jour, les «scientifiques» nous submergent de «protocoles expérimentaux». J'en ai moi-même reçu une telle quantité qu'il m'est même impossible de les compter. Cependant, je peux dire qu'il s'agit d'un phénomène présent dans toute l'Europe. Aussi bien en Europe occidentale qu'orientale. On les retrouve sous formes de brochures illustrées, de rapports, d'explications par des exemples, de longs raisonnements, des plans, etc. Il s'agit d'un véritable raz-de-marée de rationalisation bureaucratique auquel s'oppose le simple et plus qu'humain phénomène de la ménagère belge, pour qui il est plus pratique, si elle n'habite pas trop loin de la frontière, d'aller faire ses courses en Hollande où elle peut acheter de la viande à moitié prix et de la ménagère luxembourgeoise qui fait, elle, et pour les mêmes raisons, un saut à Thionville, en France.

Il reste qu'il ne suffit pas de résoudre les contradictions d'un système tel que celui du Benelux sur papier. Par exemple, malgré un lourd ressentiment éprouvé à l'égard de l'Allemagne, comment donc vivrait le port de Rotterdam si son «Hinterland», qui est précisément l'Allemagne, restait économiquement sous-développé, comme le prétendent ceux qui du reste ont raison – et quelle raison! – de craindre la vive concurrence allemande? À Rotterdam, les nazis ont détruit sept kilomètres et demi de quai, mais les braves Néerlandais, en plus de reconstruire tout le centre ville, lui aussi totalement détruit, ont remis en état leur gigantesque port. Imaginez: sur dix-huit millions d'heures de travail, seules trois mille ont été perdues en raison des grèves. Les Néerlandais, qui construisent leur pays en déployant une formidable énergie, n'entrent pratiquement jamais en grève. Mais le port de Rotterdam a un grand concurrent direct qui lui est voisin, le port d'Anvers, non moins impressionnant que lui par son ampleur et le nombre de ses installations.

Après avoir fait le tour, de long en large, des Pays-Bas, de la Belgique et du Grand-duché de

Luxembourg, visité les mines du Limbourg, les grandes aciéries du groupe ARBED, les chantiers navals, les «docks», ainsi que les gigantesques dépôts des expéditions des grands ports de Rotterdam et d'Anvers et longé le Rhin et la Moselle, navigué sur de petits navires aux embouchures de l'Escaut et observé les bateaux et les wagons des trains transformés en habitations propres et confortables pour les sans-abri néerlandais (dotées des incontournables rideaux noirs aux fenêtres), je trouve dans mes notes (et il est normal qu'un journaliste en prenne) une annotation essentielle ou du moins qui me semble essentielle, pour résumer la situation: «Dans tout le Benelux, la situation ressemble un peu à celle des vigneron luxembourgeois qui, pour faire prospérer leur production vinicole, ont besoin de changer les buveurs de bière néerlandais en buveurs de vin, d'où le Riesling, plus sec, plus parfumé et moins enivrant que ses confrères...».

Cela signifie beaucoup de choses, mais notamment une: qu'il est difficile de trouver, au sein du système, une capacité d'absorption des produits suffisante et l'équilibre nécessaire entre les économies des pays participants. Il y a plusieurs raisons à cela, mais il serait déplacé de les analyser ici. Les Pays-Bas et la Belgique sont poussés, tout comme les autres pays européens, à augmenter leur production, mais qui en sera l'acheteur? Les échanges, en particulier des Pays-Bas, étaient maintenus actifs en grande partie grâce au marché allemand. Les directions dans lesquelles se font les échanges ne peuvent être déviées arbitrairement, d'où la nécessité de restituer, au plus vite, une zone plus vaste et plus naturelle, je dirais même «historique», à l'économie européenne afin qu'elle retrouve son équilibre général. Les Américains veulent que la production des pays européens augmente, surtout, peut-être, pour des raisons politiques. En effet, on lutte aussi contre le communisme en accroissant la quantité des biens produits, en en diminuant le prix et en les rendant, par là, accessibles à une majorité de la population. Très bien, mais pour ce faire, il faudra coordonner plusieurs économies qui sont, jusqu'à présent, autonomes et contrastées, et lier les mains d'une concurrence qui, si elle dépasse une certaine limite, amènerait au contraire à une augmentation du chômage et de la misère.

Voilà la situation, il est évident que l'on ne peut pas raisonner uniquement selon soi ou selon ses propres intérêts. Les Pays-Bas, par exemple, ont grand besoin de s'industrialiser dû à l'accroissement démesuré de la main-d'œuvre. En ce sens, la complémentarité entre l'économie néerlandaise, principalement agricole, et l'économie belge, principalement industrielle, va diminuer et, parallèlement, les facteurs contrastants entre les deux pays vont croître. Les «scientifiques» du Benelux disent alors que: «L'industrialisation a une importance vitale pour les Pays-Bas, elle sera organisée pour les Pays-Bas, comme pour les trois pays du Benelux en général, de façon à ce que les exigences de l'unité économique ne soient pas contrastées. Il est certain que cet objectif pourra être mieux atteint en adaptant les politiques respectives d'investissement industriel». Résultat: certaines branches de l'industrie, qui aux Pays-Bas étaient bien accueillies, ont été étouffées «d'un commun accord» alors qu'elles venaient à peine d'être mises en œuvre. Je laisse imaginer de quel genre de «commun accord» il peut s'agir dans ces cas là.

Qu'est-ce que tout cela, sinon du «dirigisme» économique? Un «dirigisme» qui n'est plus appliqué uniquement à un seul pays, mais à un système de pays et, surtout, mis en œuvre par des organes qui n'ont pas encore l'autorité ni le pouvoir de le faire. Mais plus le «dirigisme» semble être un tournant inévitable pour ces pays qui entendent réorganiser, et par la même occasion intégrer et coordonner leur économie, plus le terme devient impopulaire, puisque, cela se confirme, le «dirigisme» économique porte également atteinte aux autres libertés de l'homme. On a alors trouvé une autre façon de l'appeler: «économie orientée». En Belgique et

aux Pays-Bas, lorsque l'on aborde le sujet du Benelux, on parle de la nécessité d'«orienter» l'économie des pays respectifs.

L'idée de M. Spaak

Il est un fait qu'une des difficultés majeures du Benelux se trouve dans l'actuelle disparité qui existe entre les tendances économiques adoptées par les deux pays les plus importants. Pendant la période d'après-guerre, leurs différentes conditions économiques dictèrent deux politiques différentes: l'une libérale en Belgique et l'autre dirigiste aux Pays-Bas.

Pourtant, Paul-Henri Spaak fut conscient de devoir résoudre cette contradiction en un discours qui faisait référence à la Grande-Bretagne, mais qui s'appliquait parfaitement aux rapports belgo- néerlandais: «Il n'y a pas de conflit entre les partisans de la politique d'austérité et les partisans de la politique de prospérité. Personne n'est partisan de l'austérité, mais on doit imposer des restrictions face aux problèmes économiques les plus immédiats et les plus urgents... Si nous voulons construire l'Europe, il nous faut un «plan» et ce plan implique une certaine organisation et avec elle certaines restrictions». C'est avec ces mots, prononcés par le socialiste belge Paul-Henri Spaak, que les Néerlandais rejettent l'accusation de «dirigisme» programmé, c'est-à-dire de suivre, en quelque sorte, une politique d'austérité et de planifier leur économie par une volonté doctrinale.

Pour que l'union économique se réalise en temps voulu, il fallait ensuite, après les premiers accords douaniers, éliminer toutes les mesures de contrôle, l'instauration du rationnement (tandis qu'aux Pays-Bas, aujourd'hui encore le café y est rationné), éliminer les interventions de l'État et coordonner la politique monétaire entre les trois pays, et finalement rétablir la libre circulation des capitaux. Ces dernières, et d'autres mesures nécessaires sont encore à venir. En outre, il y a la barrière du déséquilibre de la balance des paiements belgo-néerlandaise qui fait obstacle à l'Union; les importations aux Pays-Bas de la Belgique dépassent de loin ses exportations vers la Belgique et il ne sera pas facile de trouver un équilibre. La crise de la livre sterling, les remaniements au sein du gouvernement belge, les difficultés dans la distribution des aides provenant du plan Marshall, qui s'ajoutent aux autres problèmes énoncés plus tôt, ont contribué, et contribuent quoiqu'il en soit, à retarder la réalisation totale de cette union qui, lors de la première conférence des instigateurs du Benelux, réunis dans le Château d'Ardenne en juin 1948, aurait dû, comme cela avait été prévu, se conclure avant-hier, le 1^{er} janvier 1950. Officiellement le «retard justifié» est fixé à «six mois» maximum, c'est-à-dire que ce qui aujourd'hui est encore impossible devra être possible le 1^{er} juillet 1950. Nous verrons bien, il faudra de toute façon réussir, car l'échec de cette expérience compromettrait toute construction ultérieure.

Voici les notes que les membres des gouvernements européens sont en train de prendre sur le carnet Benelux, en faisant des expériences sur le cobaye de l'Europe unifiée. Toutefois, les bons docteurs savent qu'une expérience est vouée à l'échec lorsque trop de «scientifiques» travaillent dans le même laboratoire et sur le même sujet en employant des techniques et des méthodes différentes. Le danger, dans ce cas, est que le cobaye meurt.

Gaetano Baldacci